

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO

Mairie de la Commune IV

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

PROGRAMME DE DEVELOPPMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL 2016 – 2020

Mars 2016

Liste des sigles et abréviations

AGIDE	Association pour le Gouvernance et les Initiatives de Développement
ACA	Association Conseil pour l'Action
ACI	Agence de Cession Immobilière
AN	Assemblée Nationale
ASACO	Association de Santé Communautaire
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CDQ	Comité de Développement du Quartier
CED	Centre D'Etude pour le Développement
CMLN	Comité Militaire de Libération Nationale
COPIDUC/AEP	Comité de Pilotage des Déchets Urbain en Commune IV et Approvisionnement en Eau Potable
CPC	Comité de Pilotage Communal
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSREF	Centre de Santé de Référence
DC	Développement Communautaire
DEF	Diplôme d'Etude Fondamental
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification de la statistique de l'Informatique, de l'Aménagement et de la population
ECOM	Ecole Communautaire
EDM	Energie du Mali
JCCI	Journée de Concertation et Consultation intercommunautaire
OCB	organisation communautaires de Base
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OSP	Organisations socioprofessionnelles
PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PPAAO	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PRRE	Projet de Reconstruction et de Relance Economique du Mali
RAS	Rien N'A Signalé
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RM	République Du Mali
RN	Route Nationale
SARL	Société Anonyme à Responsabilité Limité
SDE	Service Déconcentré de l'Etat
TP	Travaux Publics
UCP	Unité de Coordination du Projet

Contenu

Liste des sigles et abréviations.....	3
I. Contexte / Justification	6
I. Méthodologie	8
1.1 Déroulement du processus	8
1.1.1 <i>Délibération du Conseil communal l'engageant pour l'élaboration de son PDESC et Mise en place du Comté de Pilotage Communal</i>	8
1.1.2 <i>Campagne d'Information/Sensibilisation</i>	9
1.1.3 <i>Diagnostics technique et participatif</i>	9
1.1.3.1 <i>Sélection et formation des enquêteurs/animateurs</i>	9
1.1.3.2 <i>Collecte des données</i>	9
1.1.3.3 <i>Elaboration du rapport provisoire du diagnostic</i>	10
I. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE.....	11
1.1 Création et Superficie	11
1.2 Situation géographique	11
1.3 Démographie.....	11
1.4 Ethnies, Langues et religions dominantes.....	12
1.5 Le commerce.....	12
1.6 L'agriculture	12
1.7 La pêche	12
1.8 L'artisanat	12
1.9 L'industrie.....	12
II. FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE	14
2.2 Le Bureau Communal	14
2.3 Les Services propres de la commune	14
2.4 Les Services Déconcentrés de l'Etat.....	15
III. FINANCES COMMUNALES.....	16
3.1 Ressources propres de la Mairie	16
3.1.1 <i>Ressource financières propres (TDRL) de la commune de 2011 à 2014</i>	16
3.2 Subventions à la commune	16
3.2.1 <i>Ressources transférées à la commune dans le cadre de la prise en charge des salaires des agents de l'éducation</i>	16

IV.	SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	17
4.1	Résumé du diagnostic technique.....	17
4.1.1	Equipements/Infrastructures	17
4.1.1.1	Santé.....	18
4.1.1.2	Education	18
4.1.1.3	Sports, Arts et Culture.....	18
4.2	Résumé du diagnostic participatif.....	18
V.	ORIENTATION DE DEVELOPPEMENT ET OBJECTIFS DU PDESC.....	20
5.1	Vision.....	20
5.2	Orientations et objectifs	20
VI.	PROGRAMME D’ACTIONS	20
6.1	Atelier de programmation	20
VII.	PLAN D’INVESTISSEMENT PLURIANNUEL(PIP).....	22
VIII.	PLAN D’INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) 2016.....	47
	REPARTITION PAR SECTEUR DU PIA.....	56
IX.	CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PDESC DE LA COMMUNE.....	57
X.	ANNEXES.....	63

I. Contexte / Justification

La Loi n° 93-008 modifié, déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales confère aux Collectivités la mission de conception, de programmation et de mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel. C'est ainsi pour une périodicité de cinq (05) ans ; les Collectivités Territoriales (CT) doivent élaborer et mettre en œuvre un Programme de Développement, Economique, Social et Culturel (PDESC). L'élaboration et la mise en œuvre du PDESC demandent l'implication de tous les acteurs : élus, services techniques déconcentrés de l'Etat (SDE), organisation communautaires de Base / organisations socioprofessionnelles (OCB/OSP) société civile, les leaders communautaires, partenaires, etc.

Les collectivités Territoriales sont accompagnées dans cet exercice par le gouvernement du Mali et ses partenaires. C'est ainsi que la commune V du District de Bamako a bénéficié de l'accompagnement du Projet de Reconstruction et de Relance Economique du Mali (PRRE) pour l'élaboration de son PDESC 2016-2020.

Le Projet PRRE vise principalement réhabiliter les infrastructures de base et de rétablir les activités productives des communautés touchées par la crise au Nord. Il est structuré en 5 composantes :

Composante 1 : Réhabilitation des infrastructures publiques locales

Cette composante vise à réhabiliter les infrastructures publiques locales afin de permettre la reprise des services et de l'activité économique dans les régions du Mali touchées par la crise. La composante financera la réhabilitation et les équipements nécessaires pour le fonctionnement des écoles, des centres de santé, des systèmes d'eau et d'assainissement, des installations de transport et de commerce, de l'énergie et d'autres infrastructures publiques locales.

Composante 2 : Appui aux Investissements Productifs

Cette Composante vise la restauration des activités économiques des ménages et organisations communautaires de base affectées par le conflit dans la Zone Cible et comprend deux sous composantes:

Sous-composante 2.1 – Restauration Immédiate des actifs de production des ménages

Cette sous-composante vise à réhabiliter les actifs productifs des ménages vulnérables ciblés dans les zones les plus touchées par la crise en (a) améliorant l'accès aux semences améliorées et à l'aliment bétail, et (b) recapitalisation du cheptel. Les activités de cette sous-composante viendront compléter les activités actuellement financées dans le Nord dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Prenant en compte les interventions en cours du gouvernement et des bailleurs de fonds pour atténuer la crise, cette sous-composante prendra en charge l'achat de semences et d'aliment bétail pour distribution aux paysans/éleveurs pour améliorer la capacité de production alimentaire nationale. La recapitalisation du cheptel sera entreprise à travers la fourniture de kits d'élevage.

Sous-composante 2.2 – Activités productives collectives

Cette sous-composante vise le renforcement des investissements d'organisations communautaires de base cibles à travers, entre autres, (a) la construction ou la réhabilitation d'infrastructures desdites organisations pour les activités de production agricole, telles que les petits périmètres irrigués, les installations de stockage, les petites unités de transformation; (b) la relance des activités d'élevage et de pêche desdites organisations, y compris la reconstitution du cheptel; (c) la fourniture d'appui identifié aux activités artisanales génératrices de revenus desdites organisations, y compris les petits commerces et les installations pour la fabrication de produits artisanaux.

Composante 3 : Engagement Communautaire et Gouvernance Locale

Cette composante vise à renforcer les capacités institutionnelles des collectivités locales partenaires et l'engagement communautaire dans la planification, la priorisation et la supervision des activités de développement local.

Composante 4 : Gestion, suivi et évaluation du projet

Cette composante appuiera la gestion du projet, y compris la coordination des activités, la communication, la passation des marchés, les fonctions de gestion financière et de sauvegarde, ainsi que le suivi et évaluation. La composante financera l'UCP pour assumer les responsabilités de gestion quotidienne du projet.

Composante 5 : Intervention d'Urgence Eventuelle

Cette composante, connue sous le nom de Dispositif d'Intervention et de Réponse aux Urgences (CERC), sera disponible en cas de déclaration d'état d'urgence spécifique par le gouvernement, pour réorienter les ressources du projet non encore dépensées, cela à travers une restructuration appropriée du projet. Ces ressources seraient mises à disposition pour financer les activités identifiées pour faire face à la situation de crise / urgence désormais mise en priorité.

La maîtrise d'ouvrage déléguée du PRRE est sous la responsabilité de CARE International au Mali et l'accompagnement de la Commune IV du district de Bamako a été assuré par le groupement d'ONG AGIDE/ACA.

I. Méthodologie

L'équipe du Consultant après avoir reçu son mandat d'accompagnement en élaboration de PDESC, a rencontré et convenu avec les autorités de la commune IV d'un plan de travail assorti d'un chronogramme et de responsabilités incombant à chacune des parties pour la réussite de la mission.

Missions des autorités communales

- La mise à disposition des textes indispensables pour l'élaboration du PDESC (délibération sur l'engagement de la Mairie à élaborer le PDESC 2016-2020, la mise en place du comité de pilotage de l'élaboration du PDESC)
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication pendant tout le processus ;
- La mise à disposition des services techniques pendant le processus
- La mise à disposition d'une salle de conférence pour les ateliers
- La mobilisation des communautés lors des différents enquêtes et rencontres

Missions de l'ONG d'accompagnement

- L'élaboration de l'outil méthodologie du processus
- L'accompagnement dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan de communication
- L'organisation des rencontres périodiques avec le comité de pilotage sur le niveau d'exécution
- La réalisation de diagnostics dans les quartiers, les services techniques de l'Etat et de la mairie ;
- L'animation des différents ateliers dans le cadre du processus.

Au terme du processus, les documents précédents le PDESC et celui présent du PDESC ont été produits :

- le plan de communication ;
- le bilan du PDESC précédent 2010-2014 ;
- l'établissement de la situation de référence de la commune
- la définition de la vision, des orientations et les objectifs de développement
- la planification des activités dans le temps et dans l'espace.

1.1 Déroulement du processus

1.1.1 Délibération du Conseil communal l'engageant pour l'élaboration de son PDESC et Mise en place du Comité de Pilotage Communal

Dès l'entame des travaux, l'équipe de consultants a rencontré, à défaut du président de la collectivité, le Secrétaire général de la Mairie et le chef du personnel. Il s'agissait pour l'équipe d'échanger avec ces responsables sur le processus d'élaboration du PDESC et les dispositions pratiques à mettre en œuvre pour le bon déroulement du processus dont la délibération d'engagement du conseil communal pour son élaboration et la mise en place d'un comité de pilotage communal (CPC).

Au cours de cette rencontre, l'équipe de consultants a été informée de l'existence d'une délibération relative à l'élaboration du PDESC et une copie de cette délibération lui a été fournie. Aussi la mairie a sollicité l'élargissement du comité de pilotage proposé par l'équipe de consultants, a certains services techniques (santé, éducation) et organisations socioprofessionnelles. C'est ainsi que le comité est passé de six (06) à onze (11) membres pour une accélération de la collecte d'information et une plus grande implication de ces acteurs essentiels pour le développement.

Le Maire a tout d'abord informé les membres proposés pour le comité de pilotage communal avant de prendre une décision. Tous les acteurs proposés ont adhéré à la composition proposée. C'est ainsi que la décision a été prise et une copie remise à l'équipe de consultants (copie en annexe).

1.1.2 Campagne d'Information/Sensibilisation

Une autre des étapes importantes du processus d'élaboration du PDESC est la campagne d'information et de sensibilisation de la population. Cette campagne doit couvrir toute les autres étapes du processus d'élaboration. A cet effet, un plan de communication, inspiré des pratiques habituelles de la commune en matière d'élaboration de PDESC a été proposé à la mairie par l'équipe du consultant qui l'a amélioré puis adopté.

C'est alors que le plan de communication et son contenu ont été soumis à l'avis de non objection de Care International au Mali, qui les a acceptés.

1.1.3 Diagnostics technique et participatif

1.1.3.1 Sélection et formation des enquêteurs/animateurs

Sur la base de l'analyse des CV, seize (16) enquêteurs/animateurs ont été choisis et formés.

La formation a été animée par l'équipe d'appui/accompagnement (Coordinateur, Spécialistes en DC, le Spécialiste en Maîtrise d'Ouvrage). Elle a permis aux enquêteurs/animateurs de s'approprier de la démarche méthodologique du diagnostic et des outils de collecte des informations qualitatives et quantitatives.

1.1.3.2 Collecte des données

La collecte des données a été effectuée du 14 décembre 2015 au 25 janvier 2016 par les animateurs et les spécialistes DC. Auparavant, une rencontre préparatoire de cette collecte a regroupé le Secrétaire général, des agents de la mairie, les animateurs et le spécialiste DC de l'AGIDE/ACA. Au cours de cette rencontre des dates ont été proposées pour la tenue des différentes assemblées générales de quartiers. Les contacts des personnes ressources, des services techniques, des organisations socioprofessionnelles, des responsables des quartiers et des indications par rapports aux particularités des quartiers, ont été fournis aux animateurs. La Mairie a été aussi sollicitée pour l'information des personnes ressources.

Cette collecte a consisté à l'administration des questionnaires auprès des services techniques, de la mairie, des chefs de quartiers et organisations socioprofessionnelles d'une part et d'autre part à des séances d'animations dans les quartiers avec des groupes représentant toutes les couches socioprofessionnelles en vue de l'identification des problèmes, leurs causes, leurs effets et les potentiels qui existent dans le quartier/Commune pour résoudre les problèmes.

Les enquêteurs/animateurs sur le terrain étaient suivis par le spécialiste DC. Ce suivi a consisté à suivre les animateurs au travail notamment dans le remplissage des outils, les appuyer et les conseiller dans l'exécution de la collecte d'informations.

1.1.3.3 Elaboration du rapport provisoire du diagnostic

Le traitement et l'analyse des données par l'équipe de consultants a permis de produire une version provisoire du rapport de diagnostic qui a été soumis au CPC et présenté aux représentants de la population et aux services techniques, organisations socioprofessionnelles et partenaires. Ces présentations ont eu lieu au cours de la Journée de Concertation et Consultation intercommunautaire (JCCI) et de l'atelier synthèse du diagnostic. Les observations, suggestions, corrections et modifications formulées à l'occasion de ces deux échanges ont été intégrées au rapport de diagnostic.

I. MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE

1.1 Création et Superficie

A l'instar de toutes les communes du District de Bamako, la Commune IV a été créée par ordonnance N°78/CMLN du 18 août 1978 modifiée par la loi N°82-29/AN – RM du 02 février 1982 fixant les nouvelles limites des Communes III et IV.

La Commune IV est limitée à l'Est par la commune III, au Nord et à l'Ouest par le cercle de Kati et au Sud par le fleuve Niger. Située sur la rive gauche du fleuve Niger et à l'extrême Ouest du District de Bamako, la Commune IV étend sur une superficie de 3 768 hectares.

1.2 Situation géographique

Avec un climat de type tropical, la Commune IV a un relief dominé par quelques collines. Particulièrement, les quartiers de Lassa, de Taliko et de Sibiribougou sont totalement couverts par des collines, alors que ceux de Djicoroni Para Sébénicoro et de Kalabanbougou se situent dans la vallée du fleuve Niger.

Parmi les cours d'eau qui parcourent la commune, on peut citer le Woyowayanko, le Farako, le Diafarana, le Sourountouba et le Fleuve Niger longeant la limite de la commune. C'est à Woyowayanko qu'a eu lieu la célèbre bataille entre AlmamySamory Touré et les Troupes Françaises en 1882. A partir de là on peut dire que l'histoire de la Commune IV est intimement liée à celle de la ville de Bamako.

1.3 Démographie

Avec une population totale estimée en 2014, à 377 683 d'habitants (RGPH 2009), la Commune IV comprend 8 quartiers : Lassa ; Kalabanbougou ; Sibiribougou ; Djicoroni-Para ; Sébénicoro ; Hamdallaye ; Lafiabougou et Taliko.

Répartition de la population par quartier

Quartier	ANNEE 2014			Nombre de ménages Estimé en 2014	Nombre de concession Estimé en 2014
	Homme	Femme	Total		
Djicoroni-Para	47 028	46 482	92 897	15 034	5 262
Hamdalaye	33 021	33 810	67 571	10 807	4 440
Kalabanbougou	9 630	9 441	18 868	3 433	2 556
Lafiabougou	46 794	47 619	95 169	14 566	6 245
Lassa	2 453	2 362	4 722	917	599
Sébénicoro	39 979	39 522	78 987	13 324	6 370
Sibiribougou	2 812	2 849	5 694	910	682
Taliko	6 987	6 893	13 775	2 267	1 104
Population flottante	44	22	66	11	5
Total commune	188 705	188 978	377 683	61 260	27 258

Source DRPSIAP/Bko

1.4 Ethnies, Langues et religions dominantes

Groupes sociaux dominants (ethnies) par ordre d'importance	Langues dominantes par ordre d'importance	Religions dominantes par ordre d'importance
1. Bamabaras	1. Bamanan	1. Islam
2. Malinkés	2. Malinkés	2. Christianisme
3. Peulhs	3. Peulhs	3. Animisme
4. Sonrhai	4. Sonrhai	
5. Senoufos	5. Senoufos	

Source Mairie

1.5 Le commerce

Il occupe plus de 50 % de la population. Les marchés les plus importants sont ceux de Hamdallaye, Lafiabougou, Djicoroni – Para et Sébénicoro.

1.6 L'agriculture

L'Agriculture, pratiquée dans les quartiers périphériques (Sébénicoro, Kalabanbougou, Sibiribougou, et Lassa) a tendance à disparaître au profit de l'urbanisation. Cependant cette activité axée sur les céréales et le maraîchage comprend aussi l'élevage des bovins, des caprins, et des ovins. La Commune dispose de deux grands parcs et d'un marché de bétail.

1.7 La pêche

La pêche, peu développée est pratiquée dans les quartiers riverains des cours d'eau.

1.8 L'artisanat

L'artisanat qui connaît un immense essor, occupe une bonne partie de la population. Les artisans sont organisés en associations autour de la Fédération Nationale des Artisans du Mali (FNAM) et répertoriés par corps de métiers au niveau de la Chambre des métiers de la commune.

1.9 L'industrie

Le tissu industriel de la commune est marqué par la présence des deux unités : l'usine céramique (à Sébénicoro) et celle de fabrication de tasses aluminium (à Djicoroni – Para).

L'apparition de quelques sociétés immobilières, banques et de la cité administrative (abritant l'essentiel des ministères et Directions Nationales) ont changé le visage de la commune et créé des secteurs économiques plus modernes.



II. FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE

2.1 Le Conseil Communal

Le Conseil Communal est l'organe délibérant. Il se réunit au moins quatre fois par an en sessions ordinaires et autant en sessions extraordinaires. Il est composé de 41 membres dont cinq (05) femmes, représentant 06 partis politiques. Le Maire est secondé par 5 adjoints.

Répartition des conseillers par parti politique

N°	Noms des Partis politiques	Nombre de Conseillers communaux	Nombre de députés
1	Yéléma/le changement	19	
2	Rassemblement pour le Mali (RPM)	8	02 (RPM/Sabati)
3	Alliance pour la Démocratie au Mali (ADEMA-PASJ)	5	
4	Mouvement Patriotique pour le Renouveau (MPR)	3	
5	Union pour la République et la Démocratie (URD)	3	
6	Parti pour le Développement Economique et la Solidarité (PDES)	3	

2.2 Le Bureau Communal

Le Bureau Communal est l'organe exécutif dont le président est le Maire. Il se réunit deux fois par mois sur convocation de son président. Il est composé de six (06) membres : le Maire et cinq (05) adjoints issus de différents partis politiques.

Membres du bureau communal et Partis politiques d'appartenance

Partis politiques	Nombre de membres représentés
Yéléma	03
URD	01
MPR	01
ADEMA	01
Total	06

2.3 Les Services propres de la commune

❖ Les services administratifs

- Le Secrétariat Général ;
- Le Secrétariat particulier ;
- Le Service du personnel et du recensement ;
- Le Service chargé de la Communication ;
- Le COPIDUC/AEP (Comité de Pilotage des Déchets Urbain en Commune IV et Approvisionnement en Eau Potable) ;
- Le Service d'Etat – Civil ;
- L'administration des marchés ;
- Le Service Communautaire ;

❖ **Les services financiers et comptables**

- La Comptabilité ;
- La Comptabilité matière ;
- Les Régies des recettes ;
- La Régie des avances ;

❖ **Les services socioculturels**

- Le Service Social de la Commune ;
- La Service de la Jeunesse ;
- Le Centre de Référence de la Commune ;
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Lafiabougou ;
- Le Centre d'Animation Pédagogique de Sébénicoro ;

❖ **Les Services techniques**

- Le Service de l'Assainissement ;
- Le Service de l'Hygiène ;
- Le Service des Domaines et du cadastre ;

2.4 Les Services Déconcentrés de l'Etat

- Le Tribunal de première Instance
- Le Commissariat de Police du 5^{ième} Arrondissement
- Le Commissariat du 9^{ième} Arrondissement
- L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS)
- L'Agence de l'EDM de Lafiabougou
- L'Agence de télécommunication (SOTELMA) de Lafiabougou

III. FINANCES COMMUNALES

Les ressources financières de la commune proviennent des ressources propres recouvrées sur la base des prestations que la commune apporte aux usagers des services communaux, des recouvrements des impôts et taxes et des subventions/transfert des ressources via le Ministère en charge de l'éducation. Les fonds reçus dans le cadre de l'éducation servent à payer les salaires des enseignants fonctionnaires de la Maire appelés fonctionnaires des collectivités territoriales.

3.1 Ressources propres de la Mairie

Les ressources propres de la commune sont constituées essentiellement des impôts et taxes. D'une manière générale, les réalisations affichent une croissance satisfaisante. Cependant les niveaux de recouvrement des Taxes de Développement Régionale et Locale (TDRL) sont très faibles en dépit de l'augmentation croissante des prévisions, et ce, jusqu'en 2013. La commune IV a ramené ses prévisions de TDRL en 2014 au tiers (1/3) des prévisions des années précédentes.

3.1.1 Ressource financières propres (TDRL) de la commune de 2011 à 2014

Année	Prévision en F CFA	Réalisation en F CFA	Pourcentage de recouvrement
2011	100 000 000	5 460 478	5%
2012	100 000 000	5 243 571	5%
2013	150 000 000	3 135 225	2%
2014	50 000 000	2 865 767	5,7%

3.1.2 Ressource financières propres (Taxes assimilées, patentes, etc.) de la commune de 2011 à 2014

Année	Prévision en F CFA	Réalisation en F CFA	Pourcentage de recouvrement
2011	251 000 000	189 039 585	75%
2012	251 000 000	266 396 385	106%
2013	300 000 000	328 172 538	109%
2014	620 000 000	485 300 768	78,27%

3.2 Subventions à la commune

L'Etat a transféré des ressources aux collectivités. En commune IV du district de Bamako, la situation des ressources transférées dans le cadre de l'éducation de 2012 à 2014 est croissante et prévision et réalisation, mais le taux de réalisation évolue en dents de scie. Cette évolution dépend de la situation des enseignants dans la commune.

3.2.1 Ressources transférées à la commune dans le cadre de la prise en charge des salaires des agents de l'éducation

Année	Prévision en F CFA	Réalisation en F CFA	Pourcentage de recouvrement
2011	836 000 000	830 110 764	99,2%
2012	949 700 000	928 944 088	97,8%
2013	1 030 000 000	1 027 951 784	99%
2014	1 180 000 000	1 167 571 246	98,94%

IV. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

La présente synthèse du processus de diagnostic procède de la compilation des résultats de l'atelier de synthèse (27 janv. 16) et de la journée de concertation et consultation inter communautaire (28 janv. 16) sous la direction du Comité de pilotage communal. Ces importantes rencontres, d'examen des résultats des diagnostics technique et participatif et de prise de décision, ont regroupé toutes les acteurs majeurs du développement communautaire et communal. Au terme de ce processus, il est établi une meilleure description de la situation actuelle de la commune, ses défis et enjeux de développement dans la perspective d'un développement équilibré et durable.

Les résumés et tableaux ci-dessous présentent les contraintes majeures, leurs effets, les solutions possibles et solutions retenues ainsi que les potentialités exploitables. Les informations détaillées sont présentées dans le rapport de diagnostic et de la situation de référence.

4.1 Résumé du diagnostic technique

La commune présente une bonne couverture géographique en infrastructures sanitaires et en structures éducatives dotées pour l'essentiel du minimum en personnels qualifiés. Toutefois, on déplore la non fonctionnalité du CSCOM de Kalambabougou. De même des besoins de renforcement du personnel et des infrastructures sont évoqués dans tous les centres pour une meilleure prise en charge des pathologies de plus en plus variées et complexes.

L'atout majeur pour la satisfaction de ces besoins infrastructurels réside dans l'espace disponible dans tous les centres pour les réalisations complémentaires.

En dépit de l'existence d'infrastructures scolaires dans tous les quartiers, il est déploré une insuffisance notoire de salle de classes dans toutes les écoles expliquant les effectifs pléthoriques.

Aussi, là où elles existent en quantité suffisantes, les infrastructures et équipements sont dans un besoin d'entretien/réhabilitation pour les salles de classes ; surtout pour les latrines dont le manque d'entretien est aggravé par une insuffisance et absence par endroits de source d'approvisionnement en eau. Ce complexe de problèmes justifie les insuffisances en hygiène-assainissement évoquées dans de nombreux établissements scolaires.

Du fait de nombreux facteurs négatifs dont l'insuffisance d'infrastructures et de personnel enseignant de qualité, l'insuffisance d'autorité de l'autorité scolaire et parentale, on constate un faible rendement scolaire qu'il convient de redresser en urgence.

La commune IV présente un avantage comparatif avec le plus grand quartier des affaires de la capitale (Hamdallaye ACI 2000), abritant siège et agence de beaucoup de structures publiques et privées (administration publique, banques, institutions de micro finance, BTP, ONG, hôtels, ...)

La Commune dispose également de beaucoup de sites touristiques méconnus et difficilement accessibles.

En outre, les quartiers de la commune sont pourvus en centres multifonctionnels pour les femmes, de foyers et d'espaces sportifs et autres loisirs pour les jeunes. Toutefois, ces centres, foyers et espaces ne sont pas bien aménagés et équipés pour leur rentabilité socioculturelle et économique au bénéfice de la femme et des jeunes.

4.1.1 Equipements/Infrastructures

4.1.1.1 Santé

Quartier	Type centre	Nombre
Lafiabougou	CSCOM	2
Hamdallaye	CSCOM	1
Djicoroni-Para	CSCOM	2
Sébénicoro	CSCOM	1
Lassa	CSCOM	1
Kalabanougou	CSCOM	1
Sibiribougou	CSCOM	1
Taliko	CSCOM	1
Lafiabougou	CSREF	1

4.1.1.2 Education

Types d'écoles	Nombre	
	CAP Lafiabougou	CAP de Sébénicoro
Ecoles publiques		
1 ^{er} Cycle Public	34	19
2 ^{ème} Cycle Public	16	5
Ecoles privées		
1 ^{er} Cycle Privé	16	17
2 ^{ème} Cycle Privée	2	5
Cycle Complet	8	-
Ecoles Communautaires	2	-
Jardins d'Enfants	11	3
Medersa		
1er Cycle	8	10
2 ^{ème} Cycle	1	5
Cycle Complets	4	-
CED	10	-
Total	112	64

4.1.1.3 Sports, Arts et Culture

- Le Terrain municipal
- Le Foyer des jeunes de Sébénicoro
- Le Foyer des jeunes de Lafiabougou
- Le Foyer des jeunes de Lassa
- Le terrain Chaba

4.2 Résumé du diagnostic participatif

Les contraintes/problèmes exprimés par les populations lors des séances d'animations dans les quartiers renvoient d'une manière générale aux services sociaux de base (Santé, Education, eau, électricité, Hygiène, assainissement et sécurité). Elles ont pu identifier les causes, les effets et localisé chaque contrainte à l'occasion des assemblées générales de quartier.

Les causes sont multiples et variées et conduisent le plus souvent à des effets se résumant à la baisse du revenu de la population et à la recrudescence de l'insécurité.

Les solutions proposées souvent complexes dépassent la seule compétence de la Commune, en appellent au développement de partenariats dynamiques et à une plus grande implication des organisations socioprofessionnelles non seulement dans la recherche de partenaires mais aussi dans le choix et la mise en œuvre des solutions. Les populations proposent le court terme (1 à 2 ans) pour la mise en œuvre de la plupart des solutions en raison de la gravité et de l'urgence des actions à entreprendre.

V. ORIENTATION DE DEVELOPPEMENT ET OBJECTIFS DU PDESC

5.1 Vision

La vision retenue pour la commune IV de Bamako a été formulée comme suit: « *Une commune attrayante, assainie, sécurisée, prospère et moderne dans laquelle le bien-être de chacun est assuré* »

5.2 Orientations et objectifs

Aussi pour chacun des 12 secteurs ou domaines de développement des objectifs majeurs ont été dégagés en cohérence avec les grandes orientations nationales et avec celles du district de Bamako

DOMAINES/SECTEURS/THEMES	OBJECTIFS
1) Education Formation Emploi	<ol style="list-style-type: none">1. Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation2. Promouvoir l'emploi et la formation professionnelle3. Sécuriser les espaces scolaires
2) Information communication	Améliorer le système de communication et d'information des forces vives de la commune
3) Jeunesse sport art culture	<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir l'épanouissement de la jeunesse,• Promouvoir le développement des arts, des sports et de la culture
4) Economie et finance	Améliorer les recettes internes et externes de la commune
5) Santé	Améliorer la couverture sanitaire
6) Développement social	Améliorer l'assistance sociale des personnes vulnérables et promouvoir l'économie solidaire
7) Promotion de la femme	Assurer la promotion de la femme et de l'enfant
8) Hygiène Assainissement Environnement	Améliorer le cadre de vie de la population
9) Energie eau	Assurer le service d'eau potable et d'électricité dans la commune
10) Sécurité et Protection civile	Assurer la sécurité des personnes et leurs biens
11) Urbanisme et habitat	Promouvoir l'habitat moderne
12) Infrastructures routières	Améliorer l'état des routes

VI. PROGRAMME D'ACTIONS

6.1 Atelier de programmation

Du 18 au 20 février 2016, s'est tenu dans la salle de délibération de la Mairie, l'atelier de programmation des actions de la Commune IV de Bamako. Présidé par le premier adjoint au Maire et président du CPC, l'atelier pour objectifs la hiérarchisation et la sélection des actions à entreprendre pendant les 5 prochaines années.

Au terme des débats sur la composition des domaines ou secteurs, trois (03) commissions de travail ont été mises en place et les participants répartis en fonction de leurs intérêts et de leurs domaines d'activités.

L'objectif assigné aux commissions était, sur la base des propositions de solutions issues des journées de concertations/consultations et des conclusions de l'atelier de synthèse, d'analyser et au besoin de compléter ces différentes actions pour les valider ; puis de déterminer les actions prioritaires, estimer leurs coûts et proposer un cadre temporel de mise en œuvre sur les cinq prochaines années (plan quinquennal 2016-2020).

Les secteurs/domaines de développement ont été répartis entre les commissions.

Groupe I	Groupe II	Groupe III
<ul style="list-style-type: none"> • Education-Formation-Emploi • Information-Communication • Administration-Justice • Economie-Finance 	<ul style="list-style-type: none"> • Santé- Développement social • Promotion de la femme • Energie-Eau • Hygiène-Assainissement-Environnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Urbanisme et Habitat • Infrastructures routières • Sécurité et Protection civile • Jeunesse, Sport, Art et Culture

Les résultats des commissions ont été présentés, discutés avant leur validation par la plénière. Chaque action a fait l'objet de clarification. Ainsi, certaines activités ont été reformulées à la lumière des débats et celles ci-dessous présentées dans le plan quinquennal correspondent aux actions jugées prioritaires et à réaliser nécessairement entre 2016 et 2020.

VII. PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL (PIP) 2016-2020

« Il n'est pas nécessaire d'espérer avant d'entreprendre. »

Giscard



COU T GENERAL DU PDESC

14 484 164 000FCFA

EDUCATION-FORMATION-EMPLOI

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation	Aménager la cour de certaines écoles	Ecole Capitaine Mamadou Sylla Ecole de fleuve de Djicoroni-para (Mamadou Lamine Diarra)	300 000	x	x	x			10%	30 000	90%	270 000	0	
	Construire 5 directions dans les écoles existantes	CAP de Lafiabougou	25 000		x	x	x	x	10%	2 500	0		90%	22 500
	Construire 5 directions dans les écoles existantes	CAP de Sébénicoro	25 000		x	x	x	x	10%	2 500	0		90%	22 500
	Construire et équiper de 5 kits ¹	CAP de Sébénicoro	150 000			x	x	x	10%	15 000	90%	135 000	0	0
	Construire et équiper de 5 kits	CAP de Lafiabougou	150 000			x	x	x	10%	15 000	90%	135 000	0	
	Réhabiliter 30 salles de classe au CAP de Lafiabougou ²	CAP Lafiabougou	90 000	x	x				50%	45 000	0		50%	45 000
	Réhabiliter 30 salles de classe	CAP de	90 000	x	x				10%	9 000	90%	81 000	0	
	Réhabiliter 30 salles de classe	CAP de Sébénicoro	90 000	x	x				50%	45 000	0	0	50%	45 000
	Doter les écoles de 10 000 manuels scolaires	CAP Lafiabougou	5 000		x					100%	5 000	0%		0

¹ 01 kit = 3 salles, 1 direction, 3 latrines pour 30 millions F CFA

² 3 000 000 par salle de classe

EDUCATION-FORMATION-EMPLOI

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	Doter les écoles de 10 000 manuels scolaires	CAP de Sébénikoro	5 000		x				100%	5 000	0		0	
	Doter les écoles de 200 mobiliers scolaires	CAP Lafiabougou	8 000		x				10%	800	0%		90%	7 200
	Doter les écoles de 200 mobiliers scolaires	CAP de Sébénikoro	8 000		x				10%	800			90%	7 200
	Construire 03 bibliothèques	CAP Lafiabougou	45 000		x				10%	4 500	90%	40 500	0	0
	Construire 03 bibliothèques	CAP de Sébénikoro	4 500		x				10%	450			90%	4 050
	Réhabiliter la bibliothèque de Hamdallaye	Cap de Lafiabougou	10 000		x	x			10%	1 000	0%		90%	9 000
	Réhabiliter les latrines existantes des écoles	Lafiabougou(Falaba Issa Traoré 6 ; Dianguiné Coulibaly 6)	12 000		x				10%	1 200	0		90%	10 800
	Réhabiliter les latrines existantes des écoles	Hamdallaye(Ecole Marché 4)	4 000		x				10%	400	0		90%	3 600
	Réhabiliter les latrines existantes des écoles	Djicoroni-para (Dontémé, Mamadou Sylla ; Ecole du fleuve)	4 000		x				10%	400	0		90%	3 600
	Doter les groupes scolaires de points d'eau potable	Lassa, Talico, Kalabanougou , Sibiribougou, Sébénikoro	8 000	x	x	x			10%	800	0		90%	7 200

EDUCATION-FORMATION-EMPLOI

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	Doter les groupes scolaires de point d'eau potable (6 forages 5 millions par forage)	Lassa, Talico, Kalabambougou, Sibiribougou, Sébénikoro, Lafiabougou 4	30 000	x	x	x			10%	3 000	0		90%	27 000
	Construire et équiper une (01) école du 2 nd cycle	Sibiribougou	45 000		x				10%	4 500	90%	40 500	0	0
	Construire et équiper une (01) école du 2 nd cycle	Djicoroni para (troukabougou)	45 000		x				10%	4 500	90%	40 500	0	
	Organiser la formation continue interne et externe des enseignants	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	24 000	x	x	x	x	x	0	0	100%	24 000	0	
Promouvoir l'emploi et la formation professionnelle	Solliciter le recrutement de plus d'enseignants qualifiés et de qualités (diplômés de l'IFM)	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	PM	x	x	x	x	x						
	Former et suivre les CGS sur leurs rôles et missions	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	24 000	x	x	x	x	x	100%	24 000	0		0	
	Placer les jeunes auprès des maîtres artisans	Commune	25 000	x	x	x	x	x	30%	7 500	30%	7 500	40%	10 000
	Former les jeunes en entrepreneuriat	Commune	30 000	X	X	X	X	X	20%	6 000	30%	9 000	50%	15 000

EDUCATION-FORMATION-EMPLOI

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)						
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant	
Sécuriser les espaces scolaires	Réaliser 03 clôtures en matériaux durables	Lafiabougou G Kalabambougou u-village Sibiribougou	60 000		x	x				10%	6 000	90%	54 000	0	
	TOTAL		1 316 500							18,22 %	239 850	63,58%	837 000	18,20 %	239 650

INFORMATION COMMUNICATION

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)						
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant	
Améliorer le système de communication et d'information des forces vives de la commune	Appui financier et matériel aux communicateurs (RECOTRADE, chefs des quartiers, Société civile)	Tous les quartiers	2500	x	x	x	x	x		100%	2 500	0	0	0	
	TOTAL		2 500							100%	2 500				

SANTÉ															
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)						
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant	
Améliorer la couverture sanitaire	Mettre en place un bureau d'ASACO performant	Sébénicoro	100	x						100%	100	0		0	
	Construire un CSCOM à Kalabambougou extension	Kalabambougou extension	70 000				x	x	50%	35 000	0		50%	35 000	
	Construire un CSCOM à Taliko		70 000				x	x	50%	35 000	0		50%	35 000	
	Construire de nouvelles salles (consultation et autres)	CSCOM de Kalabambougou					x		10%	0	10%	0	80%	0	
	Equiper le CSCOM de Kalabambougou	CSCOM de Kalabambougou			x				10%	0	10%	0	80%	0	
	Mettre à disposition de personnels qualifiés et leur formation	Tous les CSCOM	PM		x										
	Accélérer la mise en œuvre de la Convention d'Assistance Mutuelle (CAM)	Mairie	PM	x											
	Payer la quote-part de la commune (système de référence-évacuation)	Mairie	40 000	x	x	x	x	x	100%	40 000	0			0	
	Installer dix (10) incinérateurs électriques (20	CSREF et CSCOM	200 000		x	x	X	x	10%	20 000	10%	20 000	80%	160 000	

SANTÉ

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	millions unité)													
	Acheter neuf (09) ambulances pour les CSCOM	CSCOM	360 000		X	X	X	x	10%	36 000	10%	36 000	80%	288 000
	Acheter une fourgonnette pour l'évacuation des Déchet Bio Médicaux	CSREF	12 000		X	x			0		0		100%	12 000
	Réaliser 2 campagnes de pulvérisation par an	Tous les quartiers	10 000						100%	10 000	0		0	
	Réaliser 2 campagnes de javellisation par an	Tous les quartiers	6 000						100%	6 000	0		0	
	Equiper le CSRéf	CSREF	25 000	x	x	x	x	x	10%	2 500	10%	2 500	80%	20 000
	TOTAL		653 000						17,53%	114 500	8,96%	58 500	73,51%	480 000

PROMOTION DE LA FEMME

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)						
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant	
Assurer la promotion de la femme et de l'enfant	Construire et équiper un bureau de la promotion de la femme et de l'enfant (Plaidoyer/lobbying auprès de la mairie et des partenaires)	Mairie	25 000		x					10%	2 500	0		90%	22 500
	Demander une mise à disposition de personnel en nombre suffisant		PM		x										
	Créer un (01) centre d'alphabétisation dans chaque quartier	Tous les quartiers	10 000	x	x	x	x	x		100%	10 000	0		0	0
	Rechercher le financement pour les AGR et les foires	Tous les quartiers	10 000	x	x	x	x	x		0	0	0		100%	10 000
	Construire quatre (04) chambres froides pour la vente des poissons	Marchés de Taliko, kalabamboug ou, Sébénicoro et Djikoroni-para	40 000		x					10%	4 000	0%		90%	36 000
	Aménager 02 espaces	Commune (Lafiabougou)	12 000	x	x	x	x	x		20%	2 400	0		80%	9 600

PROMOTION DE LA FEMME

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	d'expositions	et Sébénicoro)												
	Equiper les centres multifonctionnels	Lassa ; Taliko ; Sibiribougou et Kalabanbou ou	8 000		x	x	x		10%	800	0		90%	7 200
	Financer les activités de mobilisation sur les différents thèmes des organisations féminines	Organisations féminines	3 000	x	x	x	x	x	100%	3 000	0		0	0
	Financer la restitution des différentes sessions communales à la base	Organisations féminines	500	x	x	x	x	x	100%	500	0		0	
	TOTAL		108 500						21,38%	23 200		0	78,62%	85 300

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer l'assistance sociale des personnes vulnérables et promouvoir l'économie solidaire	Appuyer le service en carburant et fourniture de bureau	Développement social	2 500	X	x	x	x	x	100%	2 500	0		0	
	Mettre en place un cadre de concertation par structure et par catégorie d'organisation	commune	1 250	X	x	x	x	x	100%	1 250	0		0	
	Assurer la prise en charge médicale les indigents	Commune	45 000	x	x	x	x	x	100%	45 000	0		0	
	Distribuer des produits de premières nécessités	Commune	20 000	x	x	x	x	x	50%	10 000	0		50%	10 000
	Accorder la gratuité de l'inscription aux enfants de couches vulnérables	Commune (Couches vulnérables)	3 750	x	x	x	x	x	10%	375	0		90%	3 375
	Renforcer les capacités des sociétés coopératives, associations et mutuelles	Commune	2 500	x	x	x	x	x	100%	2 500	0		0	
TOTAL			75 000						82,17%	61 625		0	17,83%	13 375

SECURITE ALIMENTAIRE														
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer la sécurité alimentaire	Rechercher le financement pour la création des banques de céréales	Tous les quartiers/Commune	6 000			x			10%	600	40%	2 400	50%	3 000
	Redynamiser la banque de céréales communale	Commune	5 000		x				10%	500	0	0	90%	4 500
	Promouvoir la transformation des produits agricoles	Commune	50 000		x	x	x	x	10%	5 000	20%	10 000	70%	35 000
	TOTAL		61 000						10,00%	6 100	20,33%	12 400	69,67%	42 500

ENERGIE – EAU

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Assurer le service d'eau potable et de l'électricité dans la Commune	Réaliser des forages (09 forages)	Commune (lassa, Sébénicoro; Taliko ; kalabambougou et lafiabougouBougoudani)	81 000	X	x	x	x	x	10%	8 100	0		90%	72 900
	Réaliser 04 AES	Commune (Lassa, Sébénicoro; Taliko et Kalabanbougou)	120 000	X	x	x	x	x	10%	12 000	0		90%	108 000
	Créer un cadre de concertation entre les acteurs de l'eau	Commune	1 750	X	x	x	x	x	100%	1 750	0		0	0
	Réaliser la réédition des comptes de l'eau	Commune	PM											
	Réaliser la restitution de la gestion des points d'eau publics	Commune	1 750	X	x	x	x	x	80%	1 400	0		20%	350
	TOTAL		204 500						11,37%	23 250			88,63%	181 250

HYGIENE-ASSAINISSEMENT-ENVIRONNEMENT

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer le cadre de vie de la population	Sensibiliser la population sur l'utilité des ouvrages d'assainissement	Tous les quartiers	4 000	x	x	x	x	x	100%	4 000	0		0	
	Réaliser le curage des caniveaux et collecteurs,	Commune	15 000	x	x	x	x	x	100%	15 000	0		0	
	Mettre en place un comité de suivi de l'assainissement dans les quartiers	Tous les quartiers	800	x	x				100%	800	0		0	
	Mettre en place un comité avec la société civile, pour l'évacuation des dépôts	Commune	800	x	x	x	x	x	100%	800	0		0	
	Chercher l'Intercommunalité avec la commune rurale du Mandé	Mairie	100	x					60%	60	40%	40	0	
	Appuyer l'équipement des GIE de ramassage d'ordures ménagères	Commune	60 000		x	x	x	x	10%	6 000	0		90%	54 000

Aménager les dépôts de transit existants (04 dépôts)	Commune (Lafiabougou; Taliko; Kalabanbougou ; Sébénicoro)	300 000	x	x	x	x	x	10%	30 000	90%	270 000	0	0
Subventionner des poubelles adéquates	Mairie	6 000	x	x	x	x	x	20%	1 200	0	0	80%	4 800
Suivre et évaluer les prestations des GIE	Mairie	4 000	x	x	x	x	x	100%	4 000	0	0	0	0
Appuyer la réalisation de 500 puisard-lavoirs	Mairie	75 000	x	x	x	x	x	20%	15 000	40%	30 000	40%	30 000
Réaliser des latrines au niveau des marchés (08 soit 1 marché par quartier)	Commune	24 000	x	x	x	x	x	20%	4 800	0		80%	19 200
Réaliser des réseaux d'égouts à faible diamètre	Djicoroni et Hamdallaye	200 000	x	x	x	x	x	10%	20 000	0		90%	180 000
Rechercher un site et réaliser la station de traitement des boues de vidange	Commune	100 000	x	x	x			5%	5 000	45%	45 000	50%	50 000
Réaliser des ouvrages (caniveaux et collecteurs) de drainage des eaux pluviales	Tous les quartiers (10 000 ml)	1 300 000		x	x	x	x	10%	130 000	90%	1 170 000	0	0

Aménager les collecteurs naturels (Sibiribougou-Sébénikoro et Woyowayanko) jusqu'au fleuve	Sibiribougou, Sébénikoro et Taliko	PM	x	x	x			0		0		100%	
Construire un (01) pont (2X2voies) sur le collecteur Woyowayanko	Lafiabougou (vers le manège)	80 000				x	x	5%	4 000	35%	28 000	60%	48 000
Aménager certains marchés de la Commune (01 marché par quartier)	Commune	2 400 000		x	x	x	x	10%	240 000	0		90%	2 160 000
Renforcer la collaboration entre les différents acteurs de l'eau et de l'assainissement	Mairie	1 500	x	x	x	x	x	100%	1 500	0		0%	0
Diffuser les textes législatifs et réglementaires à travers les canaux de communication	Mairie	3 000	x	x	x	x	x	100%	3 000	0		0	0
Former les élus sur la loi N°: 001-020P/RM du 06 septembre 2001, relative aux pollutions et	Mairie	500	x					100%	500	0		0	0

	nuisances													
	Organiser des séances de plaidoyer/lobbying pour que l'Etat augmente de budget de l'assainissement	Mairie	5 000	x	x	x	x	x	100%	5 000	0		0	0
	Doter la Brigade d'Hygiène d'appareil WYD pour le contrôle de la qualité de sel iodé et le suivi trimestriel	Brigade d'hygiène de la commune	5 000		x				0	0	0		100%	5 000
	Doter la Brigade Hygiène de POTAKITE pour le contrôle de la qualité de l'eau de boisson et le suivi trimestriel	Brigade d'hygiène de la commune	6 000	x	x				0	0	0		100%	6 000
	Doter la BH d'un fumigateur	Brigade d'hygiène de la commune	1 500	x					0	0	0		100%	1 500
	Doter la Brigade d'Hygiène de 50 pulvérisateurs	Brigade d'hygiène de la commune	200	x					0	0	0		100%	200
	Former les comités de gestion des points d'eau sur l'hygiène et l'assainissement	Tous les quartiers	600		x				100%	600	0		0	0

	Former les Comités de Gestion scolaire sur l'hygiène et assainissement	Toutes les écoles ou groupe scolaire (6)	2 400	x	x	x			100%	2 400	0		0	0
	Créer et former des clubs d'hygiène dans les écoles	Toutes les écoles ou groupe scolaire	500	x	x	x			100%	500	0		0	0
	Réaliser le traitement trimestriel des puits	Commune	1 000	x	x	x	x	x	100%	1 000	0		0	0
	Assurer le traitement trimestriel des latrines	Commune	1 000	x	x	x	x	x	100%	1 000	0		0	0
	TOTAL		4 597 900						10,79 %	496 160	33,56%	1 543 040	55,65 %	2 558 700

JEUNESSE-SPORT-ART-CULTURE

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Promouvoir l'épanouissement de la jeunesse.	Aménager les terrains disponibles		200 000		x	x	x	x	10%	20 000	0	0	90%	180 000
	Construire et équiper une salle de spectacle	Lafiabougou au niveau du terrain municipal	60 000			x	x		30%	18 000	30%	18 000	40%	24 000
	Construire et équiper des foyers de jeunes	commune (03 foyers 60 000 000/foyer)	180 000		x	x	x	x	10%	18 000	0	0	90%	162 000
Promouvoir le développement des arts, des sports et de la culture	Construire et équiper une maison des artisans	Commune	50 000			x			10%	5 000	0	0	90%	45 000
	Renforcer les capacités des artisans	Commune	10 000		X	x			100%	10 000	0	0	0	0
	Aménager Six(06) voies d'accès aux sites touristiques	Commune	50 000		X	x	x	x	10%	5 000	0	0	90%	45 000
	Créer une semaine artistique, sportive et culturelle	Commune	100 000		x	x	X	x	20%	20 000	40%	40 000	40%	40 000
	TOTAL		650 000						14,77%	96 000	8,92%	58 000	76,31%	496 000

URBANISME-HABITAT														
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Promouvoir l'habitat moderne	Redresser (loti) les quartiers	Lassa; Djicoroni	10 000			X	X	X	100%	10 000	0	0	0	
	Aménager les berges du fleuve Niger	Kalabambougou-Sébénicoro-Djicoroni para	300 000		x	x	X	x	10%	30 000	60%	180 000	30%	90 000
	Clôturer les cimetières	Commune	50 000						100%	50 000	0	0	0	0
	TOTAL		360 000						25,00%	90 000	50,00%	180 000	25,00%	90 000

INFRASTRUCTURES ROUTIERES														
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer l'état des routes	Aménager les voies (10 000 ml)	Sébénicoro secteur 7 (RN5), la route de lassa, Lafiabougou-Taliko, Kalabambougou RN5 ; Djicoroni-para 30m RN5	3 000 000		X	X	X	X	10%	300 000	0	0	90%	2 700 000

INFRASTRUCTURES ROUTIERES

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	Pavage de certaines artères	Sébénicoro, Djicoroni – Para; Hamdallaye; Lafiabougou	100 000		X	X	X	x	10%	10 000	20%	20 000	70%	70 000
	Aménager les voies d'accès des cimetières (3 700 m)	Lafiabougou; Sébénicoro	2 035 000		X	X	X	X	10%	203 500	0	0	90%	1 831 500

SECURITE ET PROTECTION CIVILE

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens	Construire un poste de police à Kalabambougou	Site prévu pour le centre secondaire d'état civil	40 000		x	x	x	x	10%	4 000	30%	12 000	60%	24 000
	Construire un poste de police à Lassa	Lassa	70 000		x	x	x	x	10%	7 000	30%		60%	
	Construire des postes de protection civile (bouche d'incendie)	Commune	50 000		x	x	x	x	0	0	100%		x	
	Doter les 03 commissariats de police et la protection civile en véhicule de liaison	Commune	100000		x	x	x	x	10%	10 000	30%		60%	
	Demander une mise à disposition d'agents de sécurité	Commune	PM	x					0		100%		0	
	Favoriser l'intercommunalité en matière de lutte contre l'insécurité	Commune	2 000	X					20%	400	50%		30%	
	Equiper les forces de sécurité en matériels de travail	Commune		x	x	x	x	x	10%	0	40%		50%	
TOTAL			262 000						8,17%	21 400	4,58%	12 000	9,16%	24 000

ADMINISTRATION – JUSTICE

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
Améliorer la qualité des services de l'administration et de la justice	Construire et rénover le siège de la Mairie	Mairie	300 000			x			10%	30 000	0	0	90%	270 000
	Informatiser l'état civil	Les centres d'état civil	50 000		x	x	x	x	10%	5 000	0		90%	45 000
	Rendre fonctionnel le bureau d'accueil et d'orientation	Mairie	2 000		x				100%	2 000	0		0	0
	Construire quatre (04) centres secondaires d'état civil	Mairie (Sébénicoro2; Sibiribougou; Kalabambougou; Djicoroni Para)	150 000		x	x			50%	75 000	0		50%	75 000
	Aménager la cour des Centres secondaires de Bougoudani et Djicoroni-para 1	Bougoudani et djicoroni-para 1	20 000		x				100%	20 000	0		0	0
	Mettre à la disposition du service de développement communautaire des moyens matériels et financiers	Mairie	3 000	x					100%	3 000	0		0	0
	Recenser les contribuables	Mairie	70 000		x				100%	70 000	0		0	0
	Créer un cadre de concertation entre la justice et les	Mairie	2 500	x	x	x	x	x	100%	2 500	0		0	0

ADMINISTRATION – JUSTICE

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Année de mise en œuvre de l'action et nombre de réalisations/actions					Contributions (%)					
				2016	2017	2018	2019	2020	C IV	Montant	ETAT	Montant	PTF	Montant
	justiciables													
	Initier un espace d'interpellation communale	Mairie	5 000	x	x	x	x	x	100%	5 000	0		0	0
	Acquérir trois (03) véhicules de liaison pour la Mairie	Mairie	60 000			x			10%	6 000	0		90%	54 000
	Acquérir 12 motos pour les différentes régies	Mairie	5 664		x				100%	5 664	0		0	0
	Equiper la Mairie de trois (03) camions bennes ³	Mairie	90 000				x		10%	9 000	0		90%	81 000
	Doter la Mairie de deux (02) Pelles chargeuses pour la Mairie ⁴	Mairie	50 000				x		10%	5 000	0		90%	45 000
	Acheter un (01) corbillard	Mairie	20 000		x	X			50%	10 000	0		50%	10 000
	Acquérir trois (03) spiros pour la Mairie	pour la Mairie	90 000				x		10%	9 000	0		90%	81 000
	TOTAL		918 164						28,01%	257 164		0	71,99%	661 000

³30 Millions /Camion

⁴25 Millions/Pelle

REPARTITION DU BUDGET ENTRE LES PARTENAIRES

SECTEUR	MONTANT EN F CFA	Source de financement					
		COMMUNE	ETAT		PTF		
		%	Montant	%	Montant	%	Montant
1) EDUCATION- FORMATION-EMPLOI	1 316 500	18,22%	239 850	63,58%	837 000	18,20%	239 650
2) INFORMATION COMMUNICATION	2 500	100%	2 500				
3) SANTE	653 000	17,53%	114 500	8,96%	58 500	73,51%	480 000
4) PROMOTION DE LA FEMME	108 500	21,38%	23 200		0	78,62%	85 300
5) DEVELOPPMENT SOCIAL	75 000	82,17%	61 625		0	17,83%	13 375
6) SECURITE ALIMENTAIRE	61 000	10,00%	6 100	20,33%	12 400	69,67%	42 500
7) ENERGIE - EAU	204 500	11,37%	23 250			88,63%	181 250
8) HYGIENE- ASSAINISSEMENT- ENVIRONNEMENT	4 597 900	10,79%	496 160	33,56%	1 543 040	55,65%	2 558 700
9) JEUNESSE-SPORT-ART- CULTURE	650 000	14,77%	96 000	8,92%	58 000	76,31%	496 000
10) URBANISME-HABITAT	360 000	25,00%	90 000	50,00%	180 000	25,00%	90 000
11) INFRASTRUCTURES ROUTIERES	5 135 000	10,00%	513 500	0,39%	20 000	89,61%	4 601 500
12) SECURITE ET PROTECTION CIVILE	262 000	8,17%	21 400	4,58%	12 000	9,16%	24 000
13) ADMINISTRATION JUSTICE	918 164	28,01%	257 164		0	71,99%	661 000
TOTAL	14 344 064	13,56%	1 945 249	18,97%	2 720 940	66,04%	9 473 275

VIII. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) 2016

(Coût du programme : 489 927 000 **F CFA**)

EDUCATION-FORMATION-EMPLOI									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Améliorer l'accès et la qualité de l'éducation Promouvoir l'emploi et la formation professionnelle	Aménager la cour de certaines écoles	Ecole Capitaine Mamadou Sylla Ecole de fleuve de djicoroni-para (Mamadou lamine DIARRA)	100 000	10%	10 000	90%	90 000	0	
	Réhabiliter 30 salles de classe ⁵	CAP Lafiabougou	45 000	50%	22 500	0		50%	22 500
	Réhabiliter 30 salles de classe	CAP de Sébénikoro	45 000	50%	22 500	0	0	50%	22 500
	Doter les groupes scolaires de points d'eau potable (forages)	Lassa, Talico, Kalabambougou, Sibiribougou, Sébénikoro	2 667	10%	267	0		90%	2 400
	Doter les groupes scolaires de point d'eau potable (6 forages) ⁶	Lassa, Talico, Kalabambougou, Sibiribougou, Sébénikoro, lafiabougou 4	10 000	10%	1 000	0		90%	9 000
	Demander la mise à disposition de plus d'enseignants qualifiés et de qualités (diplômés de l'IFM)	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	PM						
	Former et suivre les CGS sur leurs rôles et missions	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	4 800	100%	4 800	0		0	
	Placer les jeunes auprès des maitres artisans	Commune	5 000	30%	1 500	30%	1 500	40%	2 000
	Former les jeunes en entrepreneuriat	Commune	6 000	20%	1 200	30%	1 800	50%	3 000
	Organiser la formation continue interne et externe des enseignants	CAP Lafiabougou et Sébénikoro	4 800	0	0	100%	4 800	0	
	TOTAL		223 267	28,56%	63 767	43,94%	98 100	27,50%	61 400

⁵(3 000 000 par salle)

⁶5 millions par forage

INFORMATION COMMUNICATION									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Améliorer le système de communication et d'information des forces vives de la commune	Appui financier et matériel aux communications (RECOTRADE, chefs des quartiers, Société civile)	Tous les quartiers	2500	100%	2 500	0	0	0	
TOTAL			2 500	100%	2 500				

SANTE									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Améliorer la couverture sanitaire	Mettre en place un bureau d'ASACO performant	Sébénicoro	100	100%	100	0		0	
	Accélérer la mise en œuvre de la Convention d'Assistance Mutuelle (CAM)	Mairie	PM						
	Payer la quote-part de la commune (système de référence-évacuation)	Mairie	8 000	100%	8 000	0		0	
	Equiper le CSRéf	CSREF	5 000	10%	500	10%	500	80%	4 000
TOTAL			13 000	65,38%	8 500	3,85%	500	30,77%	4 000

PROMOTION DE LA FEMME									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Assurer la promotion de la femme et de l'enfant	Créer un (01) centre d'alphabétisation dans chaque quartier	Tous les quartiers	2 000	100%	2 000	0		0	0
	Rechercher le financement pour les AGR et les foires	Tous les quartiers	2 000	0	0	0		100%	2 000
	Aménager 02 espaces d'expositions	Commune (Lafiabougou et Sébénicoro)	12 000	20%	2 400	0		80%	9 600
	Financer les activités de mobilisation sur les différents thèmes des organisations féminines	Organisations féminines	600	100%	600	0		0	0
	Financer la restitution des différentes sessions communales à la base	Organisations féminines	100	100%	100	0		0	
	TOTAL		16 700	30,54%	5 100		0	69,46%	11 600

DEVELOPPEMENT SOCIAL									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Assurer la promotion de la femme et de l'enfant	Appuyer le service en carburant et fourniture de bureau	Développement social	500	100%	500	0		0	
	Mettre en place un cadre de concertation par structure et par catégorie d'organisation	commune	250	100%	250	0		0	

	Assurer la prise en charge médicale les indigents	Commune	9 000	100%	9 000	0		0	
	Distribuer des produits de premières nécessités	Commune	4 000	50%	2 000	0		50%	2 000
	Accorder la gratuité de l'inscription aux enfants de couches vulnérables	Commune (Couches vulnérables)	750	10%	75	0		90%	675
	Renforcer les capacités des sociétés coopératives, associations et mutuelles	Commune	500	100%	500	0		0	
	TOTAL		15 000	82,17%	12 325		0	17,83%	2 675

ENERGIE – EAU									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Assurer le service d'eau potable et de l'électricité dans la Commune	Réaliser des forages (09 forages)	Commune (lassa, Sébénicoro; Taliko ; kalabambougou et lafiabougouBougoudani)	16 200	10%	1 620	0		90%	14 580
	Réaliser 04 AES	Commune (Lassa, Sébénicoro; Taliko et Kalabanbougou)	24 000	10%	2 400	0		90%	21 600
	Créer un cadre de concertation entre les acteurs de l'eau	Commune	350	100%	350	0		0	0
	Réaliser la restitution de la gestion des points d'eau publics	Commune	350	80%	280	0		20%	70

	TOTAL		40 900	11,37%	4 650			88,63%	36 250
HYGIENE-ASSAINISSEMENT-ENVIRONNEMENT									
Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				Montant	%	Montant	%	Montant	%
Améliorer le cadre de vie de la population	Sensibiliser la population sur l'utilité des ouvrages d'assainissement	Tous les quartiers	800	100%	800	0		0	
	Réaliser le curage des caniveaux et collecteurs,	Commune	3 000	100%	3 000	0		0	
	Mettre en place un comité de suivi de l'assainissement dans les quartiers	Tous les quartiers	400	100%	400	0		0	
	Mettre en place un comité avec la société civile, pour l'évacuation des dépôts	Commune	160	100%	160	0		0	
	Chercher l'Intercommunalité avec la commune rurale du Mandé	Mairie	100	60%	60	40%	40	0	
	Aménager les dépôts de transit existants (04 dépôts)	Commune (Lafiabougou; Taliko; Kalabanbouou; Sébénicoro)	60 000	10%	6 000	90%	54 000	0	0
	Subventionner des poubelles adéquates	Mairie	1 200	20%	240	0	0	80%	960
	Suivre et évaluer les prestations des GIE	Mairie	800	100%	800	0	0	0	0
	Appuyer la réalisation de 500 puisard-lavaires	Mairie	15 000	20%	3 000	40%	6 000	40%	6 000
	Réaliser des latrines au niveau des marchés (08 soit 1 marché par quartier)	Commune	4 800	20%	960	0		80%	3 840

Réaliser des réseaux d'égouts à faible diamètre	Djicoroni et Hamdallaye	40 000	10%	4 000	0		90%	36 000
Rechercher un site et réaliser la station de traitement des boues de vidange	Commune	33 333	5%	1 667	45%	15 000	50%	16 667
Aménager les collecteurs naturels (Sibiribougou-Sébénikoro et Woyowayanko) jusqu'au fleuve	Sibiribougou, Sébénikoro et Taliko	PM	0		0		100%	
Renforcer la collaboration entre les différents acteurs de l'eau et de l'assainissement	Mairie	300	100%	300	0		0%	0
Diffuser les textes législatifs et réglementaires à travers les canaux de communication	Mairie	600	100%	600	0		0	0
Former les élus sur la loi N°: 001-020P/RM du 06 septembre 2001, relative aux pollutions et nuisances	Mairie	500	100%	500	0		0	0
Organiser des séances de plaidoyer/lobbying pour que l'Etat augmente de budget de l'assainissement	Mairie	5 000	100%	5 000	0		0	0
Doter la Brigade Hygiène de POTAKITE pour le contrôle de la qualité de l'eau de boisson et le suivi trimestriel	Brigade d'hygiène de la commune	3 000	0	0	0		100%	3 000

	Doter la BH d'un fumigateur	Brigade d'hygiène de la commune	1 500	0	0	0		100%	1 500
	Doter la Brigade d'Hygiène de 50 pulvérisateurs	Brigade d'hygiène de la commune	200	0	0	0		100%	200
	Former les Comités de Gestion scolaire sur l'hygiène et assainissement	Toutes les écoles ou groupe scolaire (6)	800	100%	800	0		0	0
	Créer et former des clubs d'hygiène dans les écoles	Toutes les écoles ou groupe scolaire	166,666667	100%	167	0		0	0
	Réaliser le traitement trimestriel des puits	Commune	200	100%	200	0		0	0
	Assurer le traitement trimestriel des latrines	Commune	200	100%	200	0		0	0
	TOTAL		172 060	16,77%	28 853	43,61%	75 040	39,62%	68 167

SECURITE ET PROTECTION CIVILE									
	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				Montant	%	Montant	%	Montant	%
Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens	Demander une mise à disposition de plus d'agents de sécurité	Commune	PM	0		100%		0	
	Favoriser l'intercommunalité en matière de lutte contre l'insécurité	Commune	2 000	20%	400	50%	1 000	30%	
	Equiper les forces de sécurité en matériels de travail	Commune		10%	0	40%		50%	
	TOTAL		2 000	20,00%	400	50,00%	1 000	0,00%	0

ADMINISTRATION - JUSTICE

Objectifs	Actions retenues	Localisation	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
				C IV		ETAT		PTF	
				%	Montant	%	Montant	%	Montant
Améliorer la qualité des services de l'administration et de la justice	Mettre à la disposition du service de développement communautaire des moyens matériels et financiers	Mairie	3 000	100%	3 000	0		0	0
	Créer un cadre de concertation entre la justice et les justiciables	Mairie	500	100%	500	0		0	0
	Initier un espace d'interpellation communale	Mairie	1 000	100%	1 000	0		0	0
TOTAL			4 500	100%	4 500		0	0%	0

REPARTITION PAR SECTEUR DU PIA

Actions retenues	Coûts estimatifs (en millier)	Contributions (%)					
		C IV		ETAT		PTF	
		%	Montant	%	Montant	%	Montant
EDUCATION-FORMATION- EMPLOI	223 267	28,56%	63 767	43,94%	98 100	27,50%	61 400
INFORMATION COMMUNICATION	2 500	100%	2 500		0	0	0
SANTE	13 000	65,38%	8 500	3,85%	500	30,77%	4 000
PROMOTION DE LA FEMME	16 700	30,54%	5 100		0	69,46%	11 600
DEVELOPPEMENT SOCIAL	15 000	82,17%	12 325		0	17,83%	2 675
ENERGIE -EAU	40 900	11,37%	4 650			88,63%	36 250
HYGIENE- ASSAINISSEMENT- ENVIRONNEMENT	172 060	16,77%	28 853	43,61%	75 040	39,62%	68 167
SECURITE ET PROTECTION CIVILE	2 000	20,00%	400	50,00%	1 000	0,00%	0
ADMINISTRATION - JUSTICE	4 500	100,00%	4 500	0	0	0,00%	0
TOTAL	489 927	24,92%	122 096	35,54%	174 140	36,76%	180 092

IX. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PDESC DE LA COMMUNE

L'exécution du PDESC est une activité constante qui requiert l'engagement de tous les acteurs du développement intervenant dans la Commune. Le PDESC est un document de planification efficace qui porte sur le moyen terme et doit permettre de contribuer au développement harmonieux de tous les quartiers de la Commune.

Au Mali, la plupart des Collectivités Territoriales ne mettent pas en place un dispositif institutionnel pour le suivi de la mise en œuvre du PDESC et son évaluation. Il est impérieux de définir un mécanisme opérationnel de suivi et d'évaluation du PDESC pour s'assurer que les différentes actions prévues sont effectivement en train d'être mises en œuvre et que les objectifs retenus sont en voie d'être atteints. En revanche, des mesures correctives doivent être envisagées. Le mécanisme de suivi et d'évaluation exige de définir :

- les organes ;
- les acteurs ;
- les méthodes et procédures ;
- les outils ;
- les mesures d'accompagnement

9.1 Les organes

Les organes ci-après seront retenus.

i. le Conseil communal : il a le portage institutionnel et politique de la mise en œuvre du PDESC.

ii. une cellule technique de suivi de la mise en œuvre du PDESC

Il sera créé auprès du Maire de la Commune, une cellule technique jouant le rôle d'un secrétariat permanent de suivi de la mise en œuvre du PDESC, cela afin de donner un caractère spécifique et durable au suivi. Cette structure légère sera présidée par le 1^{ier} adjoint du Maire et comprendra :

- 02 élus du Conseil communal;
- le Secrétaire Général de la Mairie;
- 02 responsables des services techniques de la Commune ;
- 01 représentant du SLPSIAP ;
- 01 représentant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de la Commune.

ii. le Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD)

Il constitue l'organe de pilotage stratégique du suivi du PDESC. Sa composition, ses missions et son fonctionnement sont prévus par le Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008 portant création des Comités Régionaux, Locaux et Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement. A travers ses commissions thématiques, il travaille en étroite collaboration avec la Cellule Technique pour la collecte, le traitement et l'analyse des informations nécessaires à la production de rapports d'étape. Le CROCSAD propose des outils de collecte et d'analyse à la Collectivité Territoriale.

iii. les Comités Communaux d’Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CCOCSAD)

Ils sont les démembrements du CROCSAD au niveau du District de Bamako et sont présidés par le Gouverneur ou son représentant. Ils renseignent périodiquement les indicateurs et outils de suivi des actions menées à l’échelle Cercle/Commune du District de Bamako et pour les remonter au niveau de la Collectivité Territoriale. Ils veilleront également à la cohérence entre les documents d’orientation et de planification existants à l’échelle nationale et régionale et les PDESC élaborés au niveau Cercle/ Commune du District de Bamako.

ORGANES	MISSIONS	COMPOSITION
Conseil Communal	<ul style="list-style-type: none"> • portage institutionnel et politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Président de la CT • Adjoint au Président de la CT ; • Conseillers communaux
Cellule technique de suivi de la mise en œuvre du PDESC	<ul style="list-style-type: none"> • recherche de partenariat • consolidation des rapports sectoriels; • production de rapports périodiques ; 	<ul style="list-style-type: none"> • 02 élus ; • SEGAL ; • 02 CT Mairie • 01 représentant DRPSIAP • 01 représentant des PTF
CROCSAD	<ul style="list-style-type: none"> • élaboration d’outils ; • production de rapports périodiques sectoriels ; • renseignement des indicateurs et outils de suivi des actions menées ; • remontée des informations au niveau de la Cellule ; • validation des rapports produits par la CT 	Voir Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008
CCOCSAD	<ul style="list-style-type: none"> • production de rapports périodiques sectoriels ; • renseignement des indicateurs et outils de suivi des actions menées ; • remontée des informations au niveau de la Cellule ; 	Voir Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008

9.2 Les acteurs

- l'Etat ;
- le Conseil Communal ;
- les Services techniques ;
- la Société civile ;
- les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les Populations
- le Secteur Privé.

ACTEURS	ROLES
Etat	<ul style="list-style-type: none"> • contrôle de la légalité ; • mise en cohérence des documents de planification avec les politiques publiques ; • appui- conseil ; • facilitation de la mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines ; • suivi de la mise en œuvre des compétences transférées ;
Conseil Communal	<ul style="list-style-type: none"> • recherche de partenaires ; • financement des activités • exercice de la maîtrise d'ouvrage des investissements ; • favoriser l'inter collectivité ; • coordination des actions collectives de développement ; • appui au mécanisme de suivi –évaluation ; • mise en cohérence du développement de l'espace communal
	<ul style="list-style-type: none"> • renseignement des indicateurs et outils de suivi ; • remontée des informations au niveau CT; • mise en œuvre de la partition communale ;
Société civile	<ul style="list-style-type: none"> • respect des orientations ; • appui financier/technique ; • appui –conseil ; • sensibilisation et mobilisation des populations ;
Partenaires Techniques Financiers et	<ul style="list-style-type: none"> • mise à disposition de ressources financières et/ou humaines ; • appuis techniques ; • participation à la Cellule technique de suivi ;
Secteur Privé	Contractualisation pour la réalisation d'investissements pour le développement territorial
Populations	<ul style="list-style-type: none"> • adhésion populaire ; • respect des engagements • facilitations à tous les niveaux

9.3 Les Stratégies de mise en œuvre

9.3.1 La diffusion et la communication

Le document du PDESC mérite d'être connu à tous les niveaux et en toutes circonstances. Il doit également faire l'objet d'appropriation par tous les acteurs au développement aussi bien à l'intérieur de la Commune que par les partenaires installés ailleurs. Cela requiert avant sa mise en œuvre une campagne de promotion et de vulgarisation à grande échelle pour une meilleure appropriation par les acteurs concernés (État, collectivités territoriales, organismes de la société civile, communautés, partenaires au développement, organismes de financement, etc.). La diffusion et la communication constituent à cet effet des activités de toute importance qui doivent être conduites par le Conseil communal.

Les activités porteront sur :

- la multiplication du document ;
- la distribution du document à tous les acteurs aux différents niveaux ;
- l'organisation d'ateliers d'appropriation ;
- le positionnement dans les rayons des centres de documentation, les bibliothèques publiques, les salles de lecture publique, etc,
- le positionnement sur les sites Web les plus en vue dans le pays;
- la conception et la diffusion de CD du PDESC ;
- la conception et la diffusion de magazines sur les médias nationaux, régionaux, locaux et les radios communautaires;
- la conception et la diffusion d'articles dans la presse écrite ;
- etc.

9.3.2 Le renforcement de la base de données du Conseil communal

Un système de suivi et d'évaluation performant n'est possible sans la mise en place d'un dispositif opérationnel de collecte, de traitement, d'analyse et de dissémination de statistiques fiables et à jour. Dans les bases de données existantes du Système d'Informations Géographiques (SIG). Il convient donc dans le cadre de la mise en œuvre du PDESC de :

- renfoncer les capacités institutionnelles, matérielles et humaines de la Cellule SIG au niveau du District;
- élaborer des outils de collecte d'informations plus performants ;
- opérer régulièrement des collectes ;
- créer dans la base un volet spécifique sur le PDESC de la commune.

9.3.3 Le Financement

La mise en œuvre du PDESC sur une période de 05 ans mobilisera d'importants moyens financiers qui dépassent la seule capacité de la Commune. D'une manière générale, le PDESC sera financé à travers les moyens couramment mobilisés pour financer le développement économique et social. Il s'agit des ressources des collectivités locales, de l'apport de l'Etat, de la contribution des partenaires au développement, du privé et autres acteurs du développement. Tous ces acteurs joueront leurs rôles de manière à permettre le financement des activités.

✓ L'Etat

En raison de ses fonctions régaliennes et sa puissance économique, la contribution de l'Etat sera sollicitée pour la mise en œuvre du PDESC notamment à travers l'ANICT, le Budget Spécial d'Investissement (BSI). En effet, le financement public des programmes sectoriels qui ont des

répondants au niveau du PDESC de la Commune IV de Bamako constituera la participation nationale à la mise en œuvre du plan de développement quinquennal.

✓ **Les collectivités territoriales.**

Elles sont les premières actrices concernées et devront dans les limites de la légalité générer les fonds nécessaires pour le financement des activités, chacun en ce qui lui concerne sa partition territoriale. A cet effet, la commune doit développer des mécanismes pour améliorer ses recettes internes notamment le recouvrement des impôts et taxes et les services payants aux populations.

✓ **Les Partenaires Techniques et financiers (PTF)**

Il est attendu des PTF aux plans bilatéral et multilatéral d'accompagner la mise en œuvre du PDESC à travers la coopération décentralisée. Plusieurs autres formes de financement des PTF devront permettre de disposer des ressources financières importantes.

✓ **La Société Civile et le Secteur Privé**

Les composantes de la Société civile et du Secteur privé pourront contractualiser avec la Commune pour réaliser des investissements publics et des actions d'envergure communautaire ou communale.

✓ **Les instruments financiers pourront être :**

- le Budget National ;
- le Budget Spécial d'Investissement ;
- les Budgets de CT (fonds propres)
- l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) ;
- le Fonds Local d'Aménagement du Territoire (FLAT) ;
- le Fonds Régional d'Aménagement du Territoire (FRAT) ;
- le Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNAT).

9.3.4 Les formes de suivi et d'évaluation

- ***l'auto évaluation*** ou l'évaluation par soi-même est le processus par lequel le Conseil communal procède à l'appréciation / jugement des résultats atteints avec comme finalité de s'améliorer et d'améliorer la mise en œuvre des actions futures. Elle peut se réaliser avec ou sans assistance d'acteurs extérieurs au milieu et se fonde sur la participation responsable des acteurs directs (élus communaux, chefs de quartiers, les responsables des services communaux, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des organisations de la société civile, des organisations socioprofessionnelles à but lucratif et non lucratif, et des partenaires au développement. Les techniques et outils doivent être sélectionnés en adéquation avec le niveau des populations.
- ***le suivi-évaluation interne*** concerne essentiellement la structure responsable du projet ou du programme de développement afin de pouvoir en assurer une gestion stratégique. Elle est considérée comme une fonction interne importante à intégrer dans le cadre organique de la structure de planification de la Commune.
- ***le suivi-évaluation conjoint*** suppose une démarche d'évaluation impliquant plusieurs niveaux d'intervention sous la responsabilité et la coordination du niveau supérieur. Elle se

fonde sur les résultats des niveaux d'auto évaluation et de suivi-évaluation interne et croise les différents résultats pour des synthèses dynamiques.

- **Principe général de fonctionnement des systèmes de suivi-évaluation** : autant les trois niveaux institutionnels de planification locale sont intégrés et mis en cohérence, autant les dispositifs de suivi-évaluation, tout en étant relativement spécifiques et autonomes, doivent être en symbiose et en complémentarité.

En outre, l'élaboration des outils de suivi-évaluation, en tenant compte des objectifs, objets, niveaux et méthodes d'évaluation, relèvent des acteurs directs du programme de développement. Ils ne doivent pas être très nombreux et leur contenu doit être simple, adapté aux capacités locales.

Enfin pour objectiver tout système de suivi-évaluation il importe de définir au préalable une batterie d'indicateurs objectivement vérifiables et mesurables.

Ces indicateurs ne peuvent pas non plus être définis en dehors des populations et autres acteurs du développement. Toutefois, en matière de planification régionale et locale les indicateurs peuvent être élaborés autour des préoccupations majeures suivantes :

- indicateurs liés à l'efficacité (atteinte des objectifs) à l'efficience (utilisation des moyens) impact des actions réalisées ;
- indicateurs liés au degré d'implication des participants aux différentes phases de la démarche de planification locale ;
- indicateurs liés au degré de responsabilisation et de respect du rôle de chaque partenaire engagé dans la démarche ;
- indicateurs liés à l'intériorisation et à la mise en application correcte de la philosophie et des orientations stratégiques de la démarche.

Comme tout système de suivi-évaluation celui du PDESC se fera également à des moments privilégiés à savoir au démarrage de l'action, en cours d'exécution et à la fin.

X. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants Atelier de formulation des objectifs de développement

DATE : 16 Février 2016 LIEU : Salle de Délibération de la Mairie

NOM & PRENOMS	STRUCTURE/FONCTIONS
1) Samuel Diarra	1 ^{er} Adjoint au Mairie
2) Alkassoum Al Maïga	Conseiller Communal
3) Aboubacar Bougoudogo	Secrétaire Général Mairie C IV
4) Kalil Touré	Chef personnel Mairie C IV
5) Mme Sidibé FoufaSanogo	Comptabilité Mairie
6) Amadou Bocoum	SDC mairie
7) Mme Traoré Hawa Diarra	Service Jeunesse
8) Mme Ouattara GalboTembely	Chef Brigade d'hygiène
9) AbidinaKarembé	CNJ-Mali
10) Mme Dramé Awa Konaté	DRPSIAP/DB
11) Kamara Jaques	SDSES C IV
12) Bakary Diallo	SL-DS-ES IV
13) DjénébaBagayogo	SNTCPN-C IV
14) FablanDoumbia	CAP/Sebenicoro
15) Youssouf Coulibaly	CAP-Lafiabougou
16) Mamadou Diarra	DRUH-DB C IV
17) Sylvie Traoré	CAFO

Annexe 2 : Liste de Présence Atelier de programmation

DATE : 18, 19 et 20 février 2016 LIEU : Salle de délibération de la Mairie

NOM & PRENOM	STRUCTURE/FONCTIONS
1) Samuel Diarra	1 ^{er} Adjoint au Mairie
2) Alkassoum A Maïga	Conseiller C IV
3) Seydou Alkanou Traoré	Conseiller Kalabanbougou
4) Souleymane Traoré	Chef quartier Sibiribougou
5) Boubacar Tamboura	CI6 Quartier
6) SaliaSanogo	Chef/Quartier Sebenikoro
7) SiakaKeïta	Conseiller Quartier Sebenokoro
8) Abdramane Coulibaly	CQ- Hamdallaye
9) N'tji Coulibaly	Chef quartier Lassa
10) Nouhoum Diakité	Représentant Chef de Quartier Djicoroni para
11) Sidi Traoré	CQ-Kalabanbougou
12) Mohamadou Traoré	CQ Taliko
13) Mme Dramé Awa Konaté	DRPSIAP/DB
14) Amadou K. Coulibaly	Gouvernorat. District
15) Brehima Sidibé	CAP Sébenokoro
16) Mme KassiboOurokiaMarico	CAP Lafia
17) Naman traoré	DRUH
18) Bakary Diallo	SL-DS-ES IV
19) DjénébaBagayogo	SNTCPN-C IV
20) Bakary Diarra	SL-DS ES C IV
21) Yves Dembélé	SACPN C IV
22) Aboubacar Bougoudogo	Secrétaire Général Mairie C IV
23) Kalil Touré	Chef personnel Mairie C IV
24) AbidinaKarembé	CNJ-Mali
25) Soumaïla Kouyaté	Service Jeunesse
26) Mme Ouattara GalboTembely	Chef Brigade d'hygiène
27) Amadou Bocoum	SDC mairie
28) Mme Touré Oumou N'daou	Promotion de la femme
29) Mme Sidibé FoufaSanogo	Comptabilité
30) Abdoul Karim Camara	Mairie C IV
31) Kalil Touré	Chef personnel Mairie C IV
32) BiramaKanouté	CS Réf-Médecin
33) Mme Touré Oumou	SLPFEF C IV
34) Sylvie Traoré	CAFO
35) Raphaël Sidibé	Caritas-Bamako
36) HassaneKanambaye	Journaliste à Fr3

Annexe 3 : Liste du Comité de pilotage

Noms et prénoms	Fonction et structure/CT
1. Samuel DIARRA	1 ^{er} adjoint Maire (président)
2. Alkassoum MAIGA	Conseiller communal (membre)
3. Aboubacar Bougoudogo	Secrétaire Général de la Mairie C IV (membre)
4. Kalil TOURE	Chef du personnel Mairie C IV (membre)
5. Abidina KAREMBE	Jeunesse (membre)
6. Dr Mama KONAKE	Médecin chef CSREF (membre)
7. Brehima SIDIBE	D CAP Sébénicoro (membre)
8. Ouorokia MARICO	D CAP Lafiabougou (membre)
9. Mme TOGO Fatoumata COULIBALY	CAFO (membre)
10. Bakary DIALLO	COP/DUC/AEP Mairie (membre)
11. Noumoutiè DIARRA	Comptable Mairie

Annexe 4 : Liste des membres statutaires du CCOCSAD

N°	Membres statutaires	Nombre
1.	Président : Le Gouverneur ou son représentant	1
2.	Le Maire et ses Adjoints	4
3.	Les Chefs des Services Techniques régionaux (district)	5
4.	Le ou les Représentants Communaux de la Chambre d'Agriculture	3
5.	Le Représentant de la Chambre des Métiers	1
6.	Le Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali	1
7.	La Représentante des Associations et Organisations Féminines	1
8.	Le Représentant de la Coordination de la Société Civile	1
9.	Le président du conseil Communal de la Jeunesse	1
TOTAL		18